

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 29 septembre 2021**  
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	53
• Voix	322
<b>Présents</b>	
• Nombre	36
• Voix	233
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	4
• Voix	17
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	40
• Voix	250
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaiant présents :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Poublan, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Cazalis, Christine Fournadet, Jean-Yves Arrestat, Philippe Baron, Francis Betbeder, Philippe Brethes, Pierre Cazères, Jean-Emmanuel Dargelos, Denis Lanusse, Patrick Maunas, Laurent Nolibois, Christophe Pugnetti, Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Daniel Arribère, Michel Chanut, Jean-Jacques Dané, Christian Ducos, Bernard Labadie, Antoine Lequertier, Bernard Lougarot

Etaiant excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Monsieur Xavier Fortinon
- Pour les communautés de communes membres : Madame et Messieurs Pascale Réquenna, Didier Gaugeacq, Jean-Michel Le Bihan

Etaiant excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Charles Pelanne
- Pour la Région membre : Monsieur Alain Rousset
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe Castets, Michel Cuyaubé, Pierre Lajus, Philippe Latry, Jean-Marc Lescoute
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel Bareyt, Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Céline Salles



**OBJET : Gouvernance / Risques fluviaux - Dispositif « mieux reconstruire après les inondations »  
- MIRAPI**

**Exposé des motifs :**

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » ou MIRAPI. Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'identique de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (programme d'actions de prévention des inondations).

Le retour d'expérience des PAPI, à l'échelle nationale, a montré dans bien des cas que, malgré les financements incitatifs à la réalisation des travaux (80 % d'aide publique), ceux-ci ne sont que trop peu souvent réalisés.

La mesure est financée tant en investissement qu'en ingénierie par le fond de prévention des risques naturels majeurs à hauteur minimale de 80%.

En sus des vallées de la Roya, la Tinée et la Vésubie dans les Alpes Maritimes, et sur proposition de la DDTM des Landes, le département des Landes vient d'être désigné comme territoire test pour le déploiement de ce dispositif. Les territoires éligibles à ce dispositif sont ceux des 49 communes landaises ayant déclaré des arrêtés de catastrophes naturelles « débordement de cours et ruissellement » de moins de 1 an entre septembre 2020 et septembre 2021.

Ces territoires ne sont pas tous situés sur le périmètre de l'EPTB. Toutefois, à l'exception de la communauté de communes de Mimizan, tous les EPCI-FP concernés sont membres de l'Institution Adour. Par ailleurs, d'un point de vue statutaire, l'EPTB peut intervenir sur un territoire dépassant le bassin de l'Adour.

Par courrier en date du 21 septembre 2021, la Préfète des Landes a sollicité l'EPTB pour le portage de cette opération qui se déroulerait sur deux années (24 mois), la première année étant mobilisée à l'animation initiale et la réalisation des diagnostics, la seconde à la réalisation des travaux et au bilan de l'expérimentation.

Des échanges sont actuellement en cours pour le dimensionnement de l'ingénierie nécessaire à la mise en œuvre de cette opération, ainsi que sur le volume de biens qui intégreront le dispositif.

De même des échanges sont également en cours avec le Département des Landes pour une participation financière aux dépenses, relatives à l'animation en particulier.

Il est proposé d'acter le principe d'un portage par l'EPTB de l'action MIRAPI sur le territoire des 49 communes concernées.

Les éléments relatifs aux partenariats à intervenir avec les EPCI-FP concernés, les syndicats de sous-bassins, l'Etat, le Département ainsi que les recrutements nécessaires à la mise en œuvre de l'opération seront soumis à l'approbation du comité syndical lors d'une réunion ultérieure.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**DECIDE**



### **Article 1**

- De donner son accord de principe sur :
  - le portage par l'EPTB de ce programme d'expérimentation pour le compte de l'Etat,
  - l'élaboration d'un partenariat avec les collectivités locales dont notamment le Département.

### **Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE